



Charleville-Mézières, le 13 janvier 2011

Lettre ouverte à Monsieur le Président du CTPD

Monsieur le Président

Nous ne répondons pas à la convocation du CTPD emploi prévu aujourd'hui qui a pour but d'avaliser une politique idéologique, purement comptable de suppressions d'emplois menée dans la fonction publique et plus particulièrement dans notre administration où 2 agents sur 3 partant à la retraite ne sont pas remplacés.

L'existence de services publics efficaces, pérennes et accessibles à tous est une garantie fondamentale des droits de l'Homme et du citoyen.

Le principe même du service public fait prévaloir l'intérêt général sur les intérêts particuliers. L'égalité d'accès et de traitement fait des services publics un instrument irremplaçable de lutte contre la précarisation et la diffusion des inégalités qui menacent de plus en plus le vivre ensemble.

Mais la RGPP vise à réduire drastiquement l'intervention publique économique, sociale, éducative et culturelle, et à aligner la gestion publique sur le management privé. Elle compromet l'efficacité de l'action publique en sacrifiant le long terme au court terme, l'investissement durable à l'électoratisme fiscal et la paix sociale aux appétits concurrentiels. Au total, la version actuelle de la RGPP est porteuse d'une régression profonde des droits fondamentaux, mettant en péril pour longtemps la cohésion sociale.

Dans les Ardennes, 12 postes doivent être supprimés.

Pour la filière fiscale, 6 postes d'agents « C », 2 postes de géomètres et 1 poste de « B » sont détruits pour 2 postes de « A » créés !

Pour la filière gestion publique, 6 postes d'agents « C », 1 poste de « A » sont détruits pour 2 postes de « B » créés !

**Est il besoin de rappeler que réduction des effectifs ne rime pas avec suppression des objectifs ?**

Quand un agent n'est pas remplacé, sa charge de travail est répartie entre ses collègues.

Les justifications données, notamment au titre de l'efficience et du renforcement des brigades régionales foncières sont totalement déplacées au regard de ce qui se passe dans les services.

La réalité vécue par les agents, c'est encore plus de charges de travail, plus de pression, plus de contraintes, des conditions de travail toujours plus précaires, des services fragilisés et des missions qui ne seront plus assurées.

Les représentants au CTPD de l'Union SNUI-Sud Trésor  
Solidaires des Ardennes